

La brigade d'entrée en premier : un défi pour les SIC

Engagée de mars à mai 2008 comme brigade IEF¹, la 7^e brigade blindée (7^e BB) a conduit toute une série d'exercices en France et en Norvège, afin de certifier les niveaux 1 et 3 par des organismes de l'OTAN, avant la prise de l'alerte NAF² 11.

La singularité de l'exercice repose sur le fait que la brigade interarmes agit de manière autonome. Ni entraînée, ni configurée pour répondre à des exigences nouvelles, il est intéressant de noter ce qui diffère du traditionnel dispositif Guépard.

Un centre opérationnel au format doublé

Le centre opérationnel de la brigade, habituellement armé d'une trentaine de traitants et utilisant 25 stations de travail, s'appuie sur un réseau reposant sur 4 systèmes opérationnels (système d'information pour le commandement des forces - SICF, INTRA-TERRA, INTERNET et visioconférence). Lorsque la brigade interarmes (BIA) se transforme en brigade IEF, ce ne sont pas moins de 100 traitants et 80 stations qui sont nécessaires pour, d'une part, répondre aux sollicitations de l'échelon supérieur et, d'autre part, agir dans tout le spectre des opérations. La conséquence de cette démultiplication passe par le **doublage du nombre de**

réseaux (SICF haut certifié OTAN, SICF bas pour garantir les liaisons avec les GTIA utilisant le système d'information régimentaire -SIR-, BICES³ pour la cellule renseignement, ICC⁴ pour la gestion de l'espace aérien, ...).

Des moyens SIC conséquents

Pour armer son centre d'opérations (CO), la brigade IEF fait appel à l'intégralité des moyens humains et matériels de sa compagnie de commandement et de transmissions. Des renforts s'avèrent également nécessaires pour répondre aux critères OTAN, surtout lorsque des unités étrangères sont placées aux ordres de la brigade. Dans ce cadre, la brigade a l'obligation de **doter ses unités subordonnées des moyens systèmes d'information et de communications (SIC) nationaux** et de constituer un détachement de liaison technico-opérationnel pour chaque unité étrangère.

1 IEF: Initial Entry Force (entrée en premier).

2 NAF: NATO Response Force (force de réaction de l'OTAN).

3 BICES (Battlefield Information Collection and Exploitation Systems): Systèmes de collecte et d'exploitation du renseignement du champ de bataille.

4 ICC (Integrated Command and Control): C2 intégré.

«Le saviez-vous ?»

A propos de l'action des forces vis-à-vis des populations civiles.

Parlons définitions

Actions civilo-militaires/ Civil-military action (CMA)

Actions courantes, de niveau tactique, menées au profit de la population, par la force et pour la force, en complément et en coordination avec celles mises en oeuvre dans le cadre de la coopération civilo-militaire. Elles ont essentiellement pour but de faire adhérer la population à l'action de la force terrestre. Planifiées et conduites par les échelons tactiques, principalement en phase de stabilisation, avec les conseils des spécialistes CIMIC, elles se traduisent par des actions de courte durée, à effets immédiats, à budget limité et n'engageant que des moyens organiques.

TTA 106

Actions militaires d'influence (AMI)/Military actions of influence

Activités planifiées dont l'objet est de changer l'état des perceptions, des représentations et des attitudes, afin de créer, maintenir ou modifier des comportements d'une personne ou d'un groupe (infocibles).

TTA 106

**Le CDEF vous informe
Brève de la division
«Recherche et Retour
d'Expérience» (DREX)**

**Dernier cahier de la
recherche paru**

*Les Soviétiques en Afghanistan,
l'armée rouge bouleversée,
1979-1989*
(rédigée par le Cne ® Raffray)

Le 25 décembre 1979, le Kremlin lance la 40^e armée à l'assaut du «royaume de l'insolence». Très vite, les Soviétiques découvrent un ennemi insaisissable et réfugié dans des zones sanctuaires et qui mène un combat pour lequel les troupes régulières de l'armée rouge ne sont pas faites.

Pourtant, en l'espace de quelques mois, les chefs soviétiques adaptent leur outil de combat au niveau tactique en même temps qu'ils cherchent à apporter des réponses politiques au conflit.

L'«afghanisation» de la guerre est une solution partielle ; le rétablissement d'un État fort et à la légitimité reconnue par toutes les parties en est une autre ...

Au moment où l'armée française, au sein d'une coalition internationale, renforce sa présence sur ce théâtre particulier, il n'est pas inutile de réfléchir à l'expérience soviétique dont la plupart des leçons restent d'actualité.

Monsieur Guillaume LASCONJARIAS
Enseignant-Chercheur
Adjoint au bureau recherche



**Des normes de sécurité
très contraignantes**

Les contraintes de sécurité des systèmes d'information et de communications (SSIC) exigées par les règles d'emploi de l'OTAN sont **beaucoup plus exigeantes que lors des déploiements nationaux**. Ces normes imposent par exemple le respect d'une distance minimum d'un mètre entre deux stations de travail. Le CO étend ainsi sa surface de déploiement.

**Une manœuvre limitée
des moyens
de commandement**

Habituellement, la brigade est en mesure d'armer 2 CO et, si nécessaire, un poste de commandement tactique (PC TAC). Le format du CO de la *brigade IEF*, ajouté aux délais de montage d'une telle structure, impose **une stabilité incompatible avec une manœuvre classique des PC**. Ainsi, la *brigade IEF* génère un **CO unique ou PCP⁵**, à partir duquel il est **possible de générer un PCC⁶** pour une action limitée dans le temps.

5 PCP : Poste de commandement principal.

6 PCC : poste de commandement de circonstance.

**Discontinuité de
la montée en puissance
de l'alerte française**

Le tempo qui rythme le cycle à quatre temps de la préparation opérationnelle et l'engagement des BIA s'accommode mal de la prise d'alerte semestrielle de la NRF. Pour autant, en cas de déclenchement, les **unités d'alerte Guépard** constitueront les **réservoirs à partir desquels s'effectuera la génération de force**. Ce système imposera une réactivité accrue et une indispensable préparation à la mise en œuvre de procédures spécifiques, ainsi que la pratique de l'anglais.

Le succès de l'engagement d'une brigade IEF repose sur les hommes mais également sur le retour d'expérience des alertes préalables et le respect des standards OTAN. A l'heure de la numérisation, tout exercice doit à l'évidence constituer le laboratoire au sein duquel sont testées, puis validées les procédures.

LCL Daniel HUGUENY
EM 7^e BB
Chef BSIC

Toutes nos publications
sur notre site

www.cdef.terre.defense.gouv.fr

